

Lamonde, Yvan, et Sophie Montreuil, dir. *Lire au Québec au XIX^e siècle*. Montréal : Fides, 2003. Pp. 330, bibliographie

Lamonde, Yvan. *Histoire sociale des idées au Québec (1896-1929)*. Montréal : Fides, 2004. Pp. 323, illustrations, index

Harold Bérubé

Volume 33, numéro 2, spring 2005

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1016386ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1016386ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN

0703-0428 (imprimé)

1918-5138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bérubé, H. (2005). Compte rendu de [Lamonde, Yvan, et Sophie Montreuil, dir. *Lire au Québec au XIX^e siècle*. Montréal : Fides, 2003. Pp. 330, bibliographie / Lamonde, Yvan. *Histoire sociale des idées au Québec (1896-1929)*. Montréal : Fides, 2004. Pp. 323, illustrations, index]. *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, 33(2), 62–63. <https://doi.org/10.7202/1016386ar>

Book Reviews / Comptes rendus

Lamonde, Yvan, et Sophie Montreuil, dir. *Lire au Québec au XIX^e siècle*. Montréal : Fides, 2003. Pp. 330, bibliographie.

Lamonde, Yvan. *Histoire sociale des idées au Québec (1896–1929)*. Montréal : Fides, 2004. Pp. 323, illustrations, index.

Voici deux ouvrages qui présentent des occasions intéressantes de faire le pont entre histoire urbaine et histoire intellectuelle. Le processus d'urbanisation occupe ainsi une place centrale dans le deuxième volume de l'ambitieuse synthèse proposée par Yvan Lamonde. Rappelons les objectifs de cette *Histoire sociale des idées au Québec* : suivre sur deux siècles—de la Conquête à la Révolution tranquille—le développement des institutions culturelles et des grands courants d'idées qui ont marqué l'évolution de la société québécoise. Ce volume couvre la période 1896–1929 et, comme le souligne l'auteur, c'est durant ces décennies de transition que la modernité urbaine et industrielle se pose comme un urgent défi aux penseurs canadiens-français de toutes tendances.

La première partie de l'ouvrage (1896–1917) se penche sur la recherche, par certains de ces penseurs, d'une « doctrine » qui serait à même de guider leur « action » dans ce nouveau contexte. Selon Lamonde, ce sont ces deux concepts—doctrine et action, qu'il ne prend malheureusement pas la peine d'explorer préalablement—qui donnent à la période toute sa cohérence. Cette activité intellectuelle porte sur plusieurs fronts. C'est sur fond de crise scolaire et d'anti-impérialisme que se dessine d'abord une volonté de promouvoir avec vigueur, au-delà de l'esprit de parti, les nationalismes canadien et canadien-français. Ces nationalismes évolueront rapidement face à l'importante augmentation de l'immigration urbaine et industrielle, puis dans le contexte des crises qu'occasionne la Première Guerre mondiale au Canada. À la question de la nation s'articulent, parfois difficilement, celles de la langue française et de la foi catholique. La ville, qui sécularise et anglicise, et des crises comme l'affaire du Règlement XVII placent au centre des débats la question de la survie et de la relation entre langue, foi et patrie. Plus largement, le double processus d'urbanisation et d'industrialisation rend « la question sociale » incontournable ; tandis que, parallèlement, la femme bourgeoise devient le vecteur d'un féminisme première mouture, auquel réagissent différents adversaires. Enfin, doctrine et action évoluent sur le front intellectuel. La presse à grand tirage, le cinéma, les sports professionnels sont porteurs d'une culture de masse surtout urbaine qui menace les repères culturels traditionnels.

Alors que s'achève la Première Guerre mondiale, certains de ces courants vont converger au sein de l'*Action française*, sur laquelle porte la deuxième partie (1917–1929) de l'ouvrage. Mettant l'accent sur des valeurs et des idéaux que Lamonde

rattache à la « composante doctrinale de l'ultramontanisme », le programme de l'*Action française* amènera le mouvement à explorer plus intensivement les différentes thématiques évoquées dans la première partie, à l'exception notable de la question sociale. Prônant une modernisation prudente sur le plan économique, les animateurs de l'*Action française* demeureront des adversaires de la « modernité culturelle », à laquelle ils associent étroitement la ville. Délaissant le nationalisme canadien prôné par Henri Bourassa, ils tendront vers celui, plus résolument canadien-français, de Lionel Groulx, qui occupera d'ailleurs une position centrale au sein du mouvement. L'auteur se lance ensuite dans l'inévitable comparaison entre le groupe de Montréal et son homonyme parisien. L'exercice donne des résultats assez mitigés. Si les ressemblances sont évidentes sur le plan de la forme (nom et organisation des deux groupes), elles le sont moins sur le plan des idées. Lamonde évoque les relations transatlantiques qu'ont entretenues certains acteurs des deux mouvances, ainsi que les influences intellectuelles qu'elles ont en commun, mais sa démonstration demeure, au mieux, ambiguë.

La dernière partie de l'ouvrage laisse perplexe. L'auteur y traite, pour toute la période couverte par l'ouvrage, des « alternatives » à la doctrine exposée plus tôt et de l'influence culturelle et intellectuelle qu'exercent sur le Québec différents pôles internationaux. Sur ce dernier plan, l'auteur rassemble des idées qu'on retrouve déjà bien formées dans les deux autres parties de l'ouvrage : les relations avec la France contemporaine demeurent difficiles, l'influence de la Grande-Bretagne décline en faveur de celle de la république américaine et le fossé avec Rome se creuse à l'occasion des différentes crises linguistico-religieuses. Pour ce qui est des alternatives à la doctrine proposée par l'*Action française*, Lamonde évoque en vrac un certain nombre de « problématiques libérales » : l'instruction publique et obligatoire, les débats concernant les écoles juives et l'implantation à Montréal d'une bibliothèque publique, la censure dans le monde de l'imprimé, le rôle de la franc-maçonnerie et l'immunité fiscale du clergé. Il fait également des efforts pour lier le féminisme évoqué plus haut aux libéraux radicaux du 19^e siècle.

Lors de la sortie du premier volume de *Histoire sociale des idées au Québec*, certains critiques ont reproché à Lamonde de trop mettre l'accent sur la trame libérale radicale de l'histoire intellectuelle et culturelle du Québec. C'est un problème qui semble refaire surface ici. En isolant cette trame « alternative » de la mouvance qui conduit à la formation de l'*Action française*, l'auteur obscurcit plus qu'il n'éclaire le paysage intellectuel de la province, neutralisant en quelque sorte la relation dialectique qu'ont pu entretenir partisans et adversaires de la « modernité culturelle ». Malgré ses défauts et quelques coquilles,

l'ouvrage demeure une bonne synthèse de l'histoire des idées au Québec et illustre l'impact considérable qu'a eu l'accélération du processus d'urbanisation sur l'évolution intellectuelle et culturelle de la société québécoise.

Ces liens entre histoire urbaine, intellectuelle et culturelle apparaissent également dans deux des chapitres du collectif *Lire au Québec au 19^e siècle*. Fruit du projet « History of the Book in Canada/Histoire du livre et de l'imprimé au Canada », l'ouvrage comprend huit chapitres sur les pratiques individuelles et collectives de lecture. Se basant essentiellement sur des catalogues de bibliothèques, les différents chapitres de l'ouvrage varient énormément en ce qui a trait à la profondeur des analyses proposées. Ainsi, des études constituant essentiellement des inventaires chiffrés de titres et d'auteurs côtoient des analyses où ressort plus clairement le sens de ces inventaires et des ouvrages qu'on y retrouve. Outre un excellent article de Lamonde sur les lectures et la bibliothèque de Louis-Joseph Papineau, *Lire au Québec* présente deux chapitres qui pourraient intéresser les praticiens de l'histoire urbaine. Le premier, d'Isabelle Monette, traite de l'offre de titres littéraires dans les catalogues des principales librairies de Montréal au 19^e siècle. Il permet de se faire une bonne idée des goûts littéraires des lettrés de Montréal (ou du moins de l'offre à laquelle ils étaient exposés). Dans le second, Isabelle Ducharme explore les catalogues des bibliothèques de collectivités montréalaises comme la *Montreal Library*, celle de la Chambre d'Assemblée ou de l'Oeuvre des bons livres du Cercle Ville-Marie. Elle lie avec habileté le contenu de ces catalogues à la « personnalité » en évolution de ces organismes, mettant en évidence le champ assez large que pouvaient couvrir les différentes bibliothèques de Montréal au 19^e siècle. Bref, dans ces deux ouvrages, la ville apparaît non seulement comme un cadre où évoluent institutions culturelles et débats publics, mais la ville et le processus d'urbanisation deviennent l'objet de certains de ces débats.

Harold Bérubé
INRS—Urbanisation, Culture et Société

S. Jaumain, dir., *Bruxelles et la Jonction Nord-Midi : Histoire, architecture et mobilité urbaine*. Bruxelles : Archives de la Ville de Bruxelles, 2004 (« Studia Bruxellæ », 3). Pp. 224.

Pourrait-on saisir toute la complexité urbaine de Bruxelles sans prendre en compte la Jonction Nord-Midi ? Cette portion de voie ferrée reliant les gares du Nord et du Midi est inaugurée en 1952, après plus d'un siècle de discussions souvent houleuses. Malgré la virulence du débat et la place centrale qu'il occupe au sein de la vie politique bruxelloise et même belge, l'histoire de cette réalisation fondamentale n'avait jamais fait, jusqu'ici, l'objet d'une étude scientifique complète.

Le colloque organisé en 2002 à l'occasion du cinquantenaire de la Jonction comble donc une importante lacune. Ces réflexions sont publiées aujourd'hui dans la série « Studia Bruxellæ » des Archives de la Ville de Bruxelles. Le volume ras-

semble treize contributions sous la direction de Serge Jaumain. L'approche se veut interdisciplinaire. Elle inscrit également la réflexion historique dans une perspective plus large, qui prend en compte les enjeux contemporains et à venir. Ce double angle de vue, servi par la plume d'historiens, de géographes, d'historiens de l'art ou d'urbanistes, répond aux souhaits du CIRHIBRU (Centre interdisciplinaire de recherche sur l'histoire de Bruxelles, Université Libre de Bruxelles).

L'ouvrage est divisé en quatre parties. Il s'ouvre tout naturellement sur l'histoire de la Jonction proprement dite. M. van Meerten retrace chronologiquement l'évolution du chantier et de ses implications politiques et urbanistiques. M. Silvestre donne un aperçu très complet des projets de jonction qui naissent à Bruxelles dès 1836. C. Deligne analyse les débats politiques qui font rage autour des différentes propositions, montrant à quel point l'argument du prestige de Bruxelles prédomine sur toute autre considération. Cette fierté de la ville se reflète également à travers la vision que les guides touristiques donnent de la Jonction (S. Jaumain). Cette portion du réseau belge la plus empruntée quotidiennement est bien connue des « navetteurs »¹. C. Vandermotten présente une analyse passionnante de ce phénomène unique en Belgique, voire en Europe.

La deuxième partie du volume se veut plus comparative. Les auteurs y présentent les débats autour de projets de jonction dans d'autres grandes villes européennes : Londres, Paris, Berlin (M. Nilsen) ou Lille (B. Mihaïl).

Dans une troisième partie, quatre auteurs envisagent les conséquences archéologiques et architecturales de la Jonction. S. Demeter montre à quel point ces chantiers ferroviaires ont constitué une expérience fondamentale pour l'archéologie bruxelloise en permettant d'ouvrir nombre de fouilles. Quant aux gares, témoins architecturaux de leur temps, elles sont au centre des préoccupations de L. Verpoest. Il suffit de songer à la Gare centrale, dernière réalisation du grand architecte belge Victor Horta, qui retient l'attention de J. Vandebreden, ou au rôle de la famille d'architectes Brunfaut mis en avant par V. Piette. On retiendra en particulier Fernand Brunfaut, homme politique socialiste, qui s'identifie en quelque sorte au projet et est intimement lié à l'Office national pour l'achèvement de la Jonction Nord-Midi (O.N.J.), créé en 1935.

Enfin, le volume se termine sur deux réflexions à propos de l'avenir de la Jonction. F. Béfahy pose la question—à résoudre d'urgence—de la saturation du réseau. Quant à F. Dobruszkes, il propose de nouvelles pistes de réflexion et alternatives à la Jonction, dans le cadre plus vaste de l'ensemble des communications en Région bruxelloise.

Plusieurs auteurs évoquent les destructions urbaines et le coût social qu'elles représentèrent pour 12 000 habitants délogés. On peut regretter que ces aspects humains n'aient pas fait l'objet d'une étude spécifique dans le cadre de ce colloque et de cet ouvrage. Malgré cette lacune, le lecteur se trouve ici devant une publication de grande qualité, bien illustrée et digne de figurer en bonne place dans toute bibliothèque d'histoire urbaine.